Alors que les enseignants en lutte ont été victimes d'une effroyable répression, nous mettons en ligne 3 articles publiés dans la revue *N'Autre école* sur leur lutte

– Oaxaca : une école communarde
– La Section 22 : le syndicat de lutte des enseignants d'Oaxaca
– Les enseignants et la Commune d'Oaxaca

**Oaxaca : une école communarde (*N'Autre école* n° 21)**

« Maestro, n'abandonne pas la lutte, enseigne-la ! », proclame un slogan des révoltes d'Oaxaca de l'été et de l'automne 2006.
Inédit en français *, cet entretien du 3 novembre 2006 avec Marcos Leyva, membre de Éduca (Oaxaca) et de l'APPO, n'est pas « daté » au sens péjoratif du terme, il fait date.

L'État de Oaxaca, situé au sud du Mexique, constitue la zone la plus riche en biodiversité de ce pays. D'importantes ressources de pétrole, or, argent, eau, et un énorme potentiel d'énergie éolienne représentent des richesses convoitées par des intérêts privés, partenaires privilégiés de l'État. Plus de la moitié de la population fait partie d'un des 16 peuples autochtones que compte l'État ; ces groupes connaissent depuis toujours la discrimination. Oaxaca a un niveau de pauvreté parmi les plus élevés au Mexique. Près de 460 des 570 municipalités de l'État ne disposent pas de services de base (eau, assainissement, électricité, routes).
– 21,5 % de la population du Oaxaca est analphabète ;
– 26,7 % des femmes du Oaxaca sont analphabètes ; 15,5 % des hommes ;
– 34 % des enfants de plus de 5 ans ne vont pas à l'école ;
– Le grade moyen de scolarité ne dépasse pas l'école primaire ;
– Plus de 20 % de la population de plus de 5 ans qui parlent une langue autochtone ne parle pas espagnol.
Mai 2006 : la grève des enseignants de la Section 22 du syndicat national des Travailleurs de l'Éducation, exigeant une hausse salariale, l'égalité des salaires dans toutes les circonscriptions et une amélioration des conditions d'enseignement, entraîne un mouvement de la population.
14 juin 2006 : le gouverneur de l'État, Ulises Ruiz Ortiz, répond aux grévistes par l'attaque des piquets de grève. La police est repoussée mais la forte répression a pour effet de radicaliser une très grande partie de la population. Les organisations indigènes marquent ce mouvement, comme au Chiapas voisin, par leur pratique de délibération en conseils et leur méfiance vis-à-vis des partis politiques. C'est ainsi qu'est créée l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (l'APPO), rassemblement de plus de 300 organisations sociales (communautés autochtones, syndicats, associations civiles, etc.).
L'APPO demande la démission du gouverneur corrompu, autoritaire et élu frauduleusement. La ville se hérisse de barricades. Des centaines de milliers de personnes manifestent régulièrement dans les rues. Le mouvement lié à l'APPO en vient à assumer le contrôle politique de la ville de Oaxaca et de la radio. L'entrée des hôtels de luxe du centre-ville et l'aéroport local sont bloqués et l'on empêche l'entrée dans les administrations et au Congrès de l'État. Ailleurs dans l'État, des mairies sont également occupées. Par ces actions de désobéissance civile et pacifique, la population insurgée cherche à rendre manifeste le fait que l'État n'est plus gouverné par le pouvoir officiel et que celui-ci n'est plus reconnu. Des marches visent à faire intervenir le gouvernement fédéral préoccupé par l'élection présidentielle.
Juillet : l'armée participe à la répression et la violence s'intensifie : assassinat de citoyens insurgés par des policiers en civil, tirs d'armes à feu contre des stations de radio indépendantes, kidnapping et torture de leaders d'organisations sociales et détentions arbitraires sans mandat d'arrêt.
Octobre : le pouvoir fédéral déploie l'armée et la Police (PFP) : un contingent de 20 000 hommes, appuyés par des avions, hélicoptères et tanks, prend d'assaut l'État de Oaxaca. La PFP, appuyée par des tireurs en civils identifiés comme des partisans du PRI (le parti de Ruiz Ortiz mais aussi de la

leader du syndicat au niveau national !), attaque plusieurs barricades de l'APPO. Plusieurs personnes trouvent la mort dans les combats de résistance aux forces anti-émeutes.
À partir du 25 novembre : nouvelle offensive des forces policières pour détruire les barricades et reprendre les espaces occupés par le mouvement. Arrestations massives et arbitraires. La répression implacable désorganise le mouvement.
2007 : après le départ des forces spéciales de la FPF début 2007, les manifestations reprennent un peu mais l'APPO s'est divisée sur les enjeux électoraux de l'année 2007 à Oaxaca (parlement local et élections municipales). Des libertaires constituent un « espace politique » appelé Voix d'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté (Voces Oaxaqueñas Construyendo Autonomia y Libertad), VOCAL.
14 juin 2008 : grandes marches commémoratives de 2006 qui sont aussi des manifs revendicatives.

Voir aussi :
http://www.avoixautre.be/spip.php?article1242
http://nantes.indymedia.org/article/14566
L'émission de Radio libertaire « Terre de liberté » du 8/12/2008.
La chronologie de G. Lapierre in La Commune d'Oaxaca. Chroniques et considérations, Éd. Rue des Cascades, 2008.

**Qu'est-ce que c'est que l'APPO ? Comment es-elle organisée ?**

**Marcos Leyva –** L'APPO (assemblée populaire des peuples de Oaxaca) est un espace où convergent diverses organisations politiques, paysannes, communautés indigènes, organismes civils qui regroupent aussi colonos, organisations impliquées dans les luttes sociales et politiques de Oaxaca depuis longtemps et enfin les enseignants de Oaxaca…

**On peut en gros dire que l'APPO est un espace où les pauvres, les exclus ont trouvé les raisons de leur indignité et des raisons d'espoir. L'indignité d'un système autoritaire et l'espoir de construire une société différente. Tout ça c'est l'APPO. […]**
**On a entendu que la revendication principale qui vous unit tous c'est la destitution du gouverneur Ulises Ruiz, mais on a aussi entendu dans divers entretiens qu'il n'y a pas que ça, qu'il n'y a pas que la revendication que parte la police fédérale (PFP) de la ville, est-ce que vous cherchez autre chose derrière ça ?**

**M. L. –** Nous, comme APPO, nous avons comme horizon, de changer et transformer profondément et radicalement Oaxaca. Ce qui ne s'est pas entendu sur la lutte sociale à Oaxaca c'est que c'est une lutte pour en finir avec le corporatisme, pour en finir avec ce système politique autoritaire et corporatiste qui a régné pendant trente ans.
Dans ce sens la lutte passe par différentes étapes ou positions. Une des étapes est la démission d'Ulises Ruiz et maintenant le départ de la PFP (Police fédérale préventive) mais en réalité ce que l'on cherche c'est transformer comme je l'ai dit profondément et radicalement Oaxaca. Profonde parce que la réforme institutionnelle qu'on doit faire, a à voir avec la réforme de l'État. Radicale dans le sens où il faut changer les codes, les paramètres et les critères d'une relation société-gouvernement. C'est ça la base du mouvement de l'APPO.
C'est-à-dire qu'on veut transformer les institutions, transformer les moyens de faire de la politique, de la représentation politique et ça me paraît être une lutte en profondeur et une lutte tout à fait radicale.

**Ce travail se fait depuis la base. On a bien compris et vous insistez là-dessus : lorsque quelqu'un de l'APPO prend la parole, il ne dit pas je suis un dirigeant, mais je suis le porte-parole. Comment vous organisez-vous alors ? Comment sont prises les décisions ?**

**M. L. –** Les décisions sont prises comme elles ont été prises pendant longtemps, pendant des siècles, dans les communautés de Oaxaca, elles sont prises en assemblée, dans un espace où sont représentés tous les acteurs, toutes les organisations et c'est là qu'on prend et discute des décisions. Par conséquent pour toutes les décisions de l'Assemblée populaire, ce qu'ont à faire la direction collégiale, la commission propagande, c'est simplement d'être les porte-parole de ces décisions prises par l'assemblée. Ils ne font que les transmettre. Ils ne sont que l'écho de la voix du peuple qui s'est exprimé en assemblée populaire. Et ce qu'essaye de faire l'APPO, c'est de récupérer cette grande expérience de luttes et de résistances des peuples indigènes où il y a une grande habitude de pratique politique. C'est ce qu'on essaie d'insuffler au sein de l'APPO.
Au sein de l'APPO ou plutôt de cette grande assemblée il y a différents groupes.

**Mais est-ce qu'il y a des critères pour pouvoir appartenir à l'APPO ? N'importe qui peut participer ?**

**M. L. –** Oui, n'importe qui peut appartenir à condition d'être d'accord avec la revendication qui jusqu'à hier était la démission d'Ulises Ruiz. Aujourd'hui on demande en plus le départ de la PFP (Police fédérale préventive). N'importe qui, n'importe quelle organisation, communauté, collectif, citoyen/ne peut intégrer l'APPO à condition d'accepter ces revendications : la première, démission d'Ulises Ruiz et la deuxième, le départ de la PFP. La troisème – mais ce n'est pas un classement du moins important au plus important – c'est l'idée principale et fondamentale de transformer Oaxaca. Les deux premières conditions sont celles qui nous permettrons d'arriver à transformer Oaxaca, nous n'y arriveront pas si ces deux revendications ne sont pas atteintes. Alors qui est d'accord avec ça, est bienvenu(e) dans la lutte du peuple de Oaxaca.

**Transformer l'État de Oaxaca, transformer le pays, ce n'est pas une tâche simple, vous avez des idées de ce qu'il faut faire maintenant et à moyen terme pour y parvenir ?**

**M. L. –** Nous savons que ce n'est pas facile, nous n'allons pas y arriver demain ou après-demain, on en n'a pas fini avec la démission d'Ulises Ruiz, bien au contraire elle commence avec son départ ! […] Il y a des propositions concrètes qui en sont sorties et il faut donc dire qu'à Oaxaca il n'y a pas que des barricades. Il y a les deux, résistance contre la PFP et résistance politique avec l'apport de propositions concrètes. […]

**Est-ce que tu peux nous éclairer aussi, parce qu'on a entendu qu'il y avait des APPO ailleurs, dans d'autres endroits du pays ? quelle invitation est en train de faire l'APPO ?**

L'invitation qui a été faite, pas de façon verbale mais à partir de l'expérience des peuples de Oaxaca, c'est qu'en étant organisés on peut transformer la situation sociale qu'on vit. Et en ce sens l'expérience à Oaxaca de l'APPO, espace pluriel, divers, où on converge tous à partir d'une revendication commune qui est devenue double (démission d'Ulises Ruiz et départ de la PFP), c'est une expérience que d'autres ont vécu et vivent à travers le pays. L'invitation est alors : créer des assemblées populaires, des espaces de débats, de réflexions et d'organisation où on essaie, dans une même logique, d'améliorer les conditions de vie des plus pauvres, des exclus, des personnes marginalisées. Nous ne voulons pas qu'il se crée des APPOs seulement pour appuyer les revendications de l'APPO mais que ce soit sur des critères d'auto-organisation et pour créer des espaces de réflexions, d'analyses, ouverts dans lesquels peuvent se retrouver différents secteurs de la population pour obtenir des améliorations et le bien-être de la population.

**Ce que tu dis implique que ce qui peut se créer ailleurs ne s'appellera pas APPO ?**

**M. L. –** Bien sûr, les APPO ce n'est pas des critères précis, comme tu dois remplir ces 5 critères là et c'est bon. L'APPO, comme elle est chez nous, c'est l'expression du peuple, à Oaxaca ça c'est exprimé

sous cette forme. Mais par exemple en Basse-Californie ils auront une Assemblée populaires selon leur logique, avec leur dynamique propre, leurs réalités géographiques et territoriales. Elles ne doivent pas nécessairement être identiques, bien au contraire, ce qui importe c'est l'auto-organisation, la diversité des acteurs, les consensus et la lutte unitaire tout cela dans le but d'améliorer les conditions de vie des gens les plus pauvres et des exclus du pays. Ce n'est pas une marque ! c'est ce qu'on refuse le plus. Mais on pense que Oaxaca représente aujourd'hui une façon de travailler dans une assemblée populaire, dans une organisation communautaire des peuples. […]